

Le Libertaire

hebdomadaire

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

ABONNEMENTS POUR LA FRANCE

Un an	6 fr.
Six mois	3 fr.
Trois mois	1 fr. 50

ADMINISTRATION ET RÉDACTION

PARIS — 15, RUE D'ORSÉ, 15 — PARIS

Adresser tout ce qui concerne le journal
à l'Administrateur

ABONNEMENTS POUR L'EXTÉRIEUR

Un an	8 fr.
Six mois	4 fr.
Trois mois	2 fr.

Contre les Bourreaux

Pour les Camarades Japonais

Heures d'Angoisse

C'est avec angoisse que nous attendons les nouvelles du Japon. Les délais vont expirer, où, selon les communiqués officieux, doit être décidé du sort de nos amis de là-bas.

A Tokio, la Cour de cassation va rendre son arrêt. Arrêt de vie ou de mort.

Tandis qu'à travers nos campagnes vont tinter les cloches de Noël, tandis que s'apprête la fête traditionnelle, là-bas, par delà l'immense continent, dans la ténèbre d'un procès secret, se discute le supplice de ceux qui — plus que le doux vagabond de Judée — ont œuvré pour que s'ouvre au monde une ère nouvelle.

Oeuvre d'une portée immense que celle dont ils furent les travailleurs ! Ils sont les précurseurs non seulement d'un peuple, mais de toute une race de cinq cents millions d'hommes qu'écrase ou que guette le capitalisme moderne. Ils les acheminent vers les opprimés d'Europe et d'Amérique pour l'union libératrice contre les maîtres. Ils sont les garants et le présage des temps qui verront les hommes sauvés des misères et des servitudes, sans chefs, unis pour le libre travail et la fraternité entre-aide des bords de la Seine jusqu'aux pieds du Fushimi-Yama.

Et voilà ceux que l'on veut immoler, et voilà pourquoi on les veut immoler, sous le prétexte de je ne sais quel fallacieux complot. Ce que l'on veut étrangler, avec le lettré Kotoku avec la noble Kano, avec ces vingt-quatre, que l'Ambassadeur Japonais dit avec mépris appartenir aux « basses classes », c'est la grande idée d'émancipation sociale.

Cependant, la grande presse mondiale se tait sur l'attentat projeté. Elle cache les conditions abominables dans lesquelles ces hommes vont peut-être être livrés au bûcher. Elle tait le huis-clos, le tribunal d'exception, les mesures extraordinaires prises par le gouvernement mikadonal pour faire le silence sur le drame judiciaire.

Elle a ses raisons, la grande presse mondiale et française. Il y a les banquiers d'emprunts japonais à ménager. Il y a les gens de gauche qui ne veulent pas froisser l'allié de la « libérale » Angleterre.

Et cependant malgré tout, malgré les précautions et les censures, le crime se sait. Si la grande presse est complice, deux modestes mensuels : *Mother Earth* de New-York, *Freedom* de Londres, jettent le cri d'alarme qui se répercute. Et partout, à Londres, à New-York, à Paris s'élève la grande clamour de protestation.

Des hommes d'opinions bien différentes ont joint leurs voix pour un même cri d'indignation. Les prolétaires ont

proclamé leur solidarité avec les vauriens d'Orient. Cela est bien. Les ambassadeurs japonais ne peuvent plus ignorer le sentiment du monde civilisé.

Et l'angoisse pourtant nous étreint encore. Si terribles sont les obstacles, si grand est le péril qu'on ne peut donner trop d'efforts pour sauver Kotoku et ses amis.

Il y a des hommes, parmi nos adversaires et parmi nos amis, dont la plume est puissante et la voix écoutée. Qu'ils se hâtent, car le temps presse et qu'ils n'assument pas l'atroce responsabilité de n'avoir pas fait tout ce qui était possible pour arracher au martyre les admirables Japonais.

Pétrus.

La protestation de Paris

L'indignation commence à se faire jour dans différents milieux. Espérons que les choses n'en resteront pas là. Il y a dans cette affaire toute une procédure scandaleuse employée par un pays qui se dit civilisé et qui doit soulever la conscience de tous les hommes épris de justice. Le Japon est-il oui ou non une contre-barbare à mettre au ban des nations civilisées ? Telle est la question qui doit se poser dans l'esprit de tous.

L'ORDRE DU JOUR DE LA C. G. T.

L'ordre du jour suivant a été voté par le comité confédéral de la C. G. T. et adressé à l'ambassade japonaise à Paris et à Londres :

« La nouvelle de la condamnation à mort du docteur Benjiro Kotoku et de 25 autres personnes, accusées de complot contre l'empereur du Japon, a produit une vive émotion en Europe.

« Les accusés ont comparu devant un tribunal d'exception ; il n'y a pas eu de débats publics ; tout porte à croire que l'accusation de complot est fausse et que les socialistes japonais ainsi frappés sont victimes uniquement de leurs opinions.

« La classe ouvrière française que nous représentons aime passionnément la liberté et la justice. Elle a toujours regardé le peuple japonais avec une vive sympathie, parce qu'elle le sait brave et généreux. Ce peuple ne permettra pas qu'une injustice s'accomplisse. Nous nous adressons avec confiance à son respect du droit et nous prions les ambassadeurs du Japon à Paris et à Londres de vouloir bien transmettre à leur gouvernement la requête des organisations ouvrières françaises, dont nous sommes les représentants, pour que le procès des 26 condamnés à mort soit révisé et que, lorsqu'leur innocence aura été reconnue, ils soient mis en liberté. »

LA COMMISSION ADMINISTRATIVE
DU PARTI SOCIALISTE

La C. A. P. saisit des conditions dans lesquelles vingt-six socialistes et révolutionnaires japonais ont été condamnés à mort, parmi lesquels un militant et écrivain bien connu, le citoyen Kotoku, qui fut l'un des premiers propagandistes socialistes au Japon ;

Ces camarades ont été condamnés pour avoir participé à un présumé complot con-

tre la vie de l'empereur, à propos duquel les gouvernements n'ont jamais indiqué les charges qui peseraient sur Kotoku et ses camarades ;

D'ailleurs, même si elles étaient établies, elles ne justifiaient à aucun degré le massacre abominable qui est perpétré par les dirigeants japonais ;

La C. A. P. s'élève avec indignation contre le nouveau crime que l'on prépare à Tokio pour étouffer dans le sang la conscience naissante du prolétariat de l'Extrême-Orient et assure les militants menacés de toute sa solidarité internationale.

AUX SOCIÉTÉS SAVANTES

Voici l'ordre du jour qui a été acclamé dans le meeting tenu aux Sociétés Savantes, mardi soir, 20 décembre, sous les auspices du Comité de Défense sociale :

Ordre du jour :

Les protestataires réunis le 20 décembre 1910, salle des Sociétés savantes à Paris, s'élèvent avec indignation contre la sentence monstrueuse rendue à huis clos par un tribunal exceptionnel de Tokio envers vingt-six militants socialistes et révolutionnaires, et leur adressent leurs sentiments de fraternité et de solidarité internationale.

Ils s'engagent à mener la plus active et la plus incessante campagne pour obtenir l'élargissement immédiat de ces victimes du capitalisme japonais.

Ils s'associent étroitement aux protestations qu'ont déjà élevées les travailleurs d'Amérique et d'Angleterre et décident, comme ces mêmes travailleurs, de faire parvenir au représentant du Japon ce manifeste de réprobation contre toutes les tentatives faites par les barbares d'Extrême-Orient pour étrangler les idées d'émancipation et de fraternité.

LES INTELLECTUELS

« Nous, soussignés, protestons de toute notre énergie contre la sentence inique qui vient d'être prononcée par un tribunal d'exception contre le docteur Benjiro Kotoku, Mme Kano et vingt-quatre autres camarades Japonais. »

« Il n'est pas vrai que ces vingt-quatre martyrs aient trahi ou aient eu seulement l'intention de tramer un complot contre la famille impériale du Japon. C'est grâce à des inventions de ce genre que, l'an dernier, le gouvernement espagnol a pu assassiner Ferrer, au mépris de toute justice. Le seul crime dont Kotoku et ses amis soient coupables, c'est d'avoir vulgarisé au Japon la pensée moderne et les œuvres des sociologues européens.

« Avec tous ceux qui, sur la planète, ont déjà fait entendre un cri de protestation indignée, nous protestons de toutes nos forces contre l'iniquité qui va se commettre, et réclamons la mise en liberté immédiate de Kotoku et de ses amis. »

Cette déclaration porte les signatures d'Anatole France, Octave Mirbeau, Lucien Descaves, Maurice Bouchor, Steinlen, Pierre Quillard, Francis de Pressensé, Ferdinand Hérolé, Maximilien Luce, Francis Jourdain, Frantz Jourdain, Auguste Bertrand, Charles Albert, Ch. Laisant, Grandjouan, Jean Grave, André Girard, J. Guérin, Jules Heyne, Mathias Morhardt, A. Pratelle, R. Roure, P. Signac, P. Delesalle, E. Derré, Eanny Clar, J. Couture, Albert et Alexandre Mary, G. Avril de Sainte-Croix.

LA PRESSE

Signalons parmi les organes qui ont violemment protesté contre l'atroce crime projeté au Japon :

Les *Temps Nouveaux*, la *Guerre Sociale*, *Voix du Peuple*, *Terre Libre*, et *L'Humanité*, qui aurait peut-être pu, vu la gravité d'une affaire où plusieurs de ses coreligionnaires jouent leur existence, donner un effort plus considérable.

La grande presse bourgeoise y compris la

plus dreyfusarde, a gardé sur les abominations japonaises un silence inqualifiable ou a seulement reproduit, comme le policier *Matin*, le scandaleux communiqué de l'ambassade de l'avenue Hoche.

LES MÉDECINS

Des médecins français, les docteurs Duchemin, Pierrot, Lafontaine, Sicard de Plauzolles, etc., ont pris l'initiative de la protestation suivante adressée à l'ambassadeur du Japon à Paris :

« Les soussignés protestent contre la condamnation à mort sans jugement public du docteur Kotoku et de ses co-inculpés. »

« Ils ont l'honneur de prier l'ambassadeur du Japon à Paris de transmettre cette protestation au gouvernement japonais. »

A L'AMBASSADE

L'ambassade communique à la presse notes sur notes aussi hypocrites et mensongères les unes que les autres.

« La cour, dit la dernière, a décidé, conformément à l'article 59 de la Constitution, de ne pas admettre pour le moment le public aux débats. Mais, en tout cas, la sentence et les considérants seront lus devant les accusés en présence des avocats, des témoins et du public. On n'est pas encore fixé sur la date à laquelle les débats pourront être terminés. »

La sentence sera lue en public ! Quant aux débats... nous sommes fixés. Le huis clos est avoué. C'est d'un massacre judiciaire qu'il s'agit et non pas d'un jugement.

Pour ceux de Rouen

Il faut les libérer

Ce n'est pas seulement à la mort ou au bagne que nous devons arracher Durand, c'est également à la prison ; il faut qu'il soit libéré.

Quoique toute la presse bourgeoise convienne que le secrétaire des charbonniers du Havre ne doit pas être exécuté, notre camarade n'en est pas moins enfermé dans la cellule des condamnés à mort et traité comme tel.

Que l'on ne s'y trompe pas : le gouvernement ne cédera pas aux simples menaces de grève générale. Briand connaît l'organisation ouvrière ; il n'est pas homme à reculer devant une protestation platonique. Il a lancé un défi à la classe exploitée ; il veut par un grand coup enrayez le mouvement d'émancipation du prolétariat ; en faisant condamner Durand à mort il a voulu jeter le désarroi parmi les militants révolutionnaires. Briand ira jusqu'au bout. De même qu'en Espagne, les clercs ont frappé dans la personne de notre regretté camarade Ferrer l'apôtre d'une société d'harmonie et de liberté, le grand éducateur libertaire, de même les capitalisés se préparent à frapper en Durand, le syndicaliste éducateur.

En effet, Durand avait compris que son premier devoir était d'enrayez le mal qui rongeait ses malheureux camarades : l'alcoolisme ; tous les efforts de ce militant se portèrent contre ce fléau. Mais si, en Espagne, on a pu fusiller dans le fossé de Montjuich en compagnie de Ferrer un grand nombre d'autres révolutionnaires, en France, il faut que nous ayons assez d'énergie et de force, non seulement pour sauver la vie de l'un de nos, mais aussi pour arracher sa liberté à ses persécuteurs.

Mais si Durand, par le fait qu'il est condamné à mort, intéresse davantage l'opinion publique, nous ne devons pas oublier qu'il y a avec lui trois autres inculpés et condamnés au bagne, Lefrançois, Couillard et Mathieu.

Que les vrais coupables de la mort de Dongé sont les exploiteurs capitalistes ; qu'il est donc de notre devoir de sauver non seulement Durand, mais aussi les trois autres, discussions-nous pour cela avoir recours à la révolte.

A. Dauthuille.

Pour Dulac

Il faut en finir !

Tous les Français sont égaux devant les lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires et prescriptions diverses. Que vous soyez riche comme Rothschild ou pauvre comme la vieille femme trouvée morte de faim la semaine dernière dans un taudis ; que l'on appartienne au monde de la presse comme un Rochefort, un Drumont ou un Hervé, ou que vous ne soyez que de la modeste corporation des marchands des quatre saisons, comme un Crainqueville, on vous affirmera quand même qu'il y a parfaite égalité dans les récompenses reçues ou dans les peines infligées.

Mensonges ! Mensonges toujours !

Voilà plus de deux mois que notre ex-gérant, E. Dulac, est en prison pour un article paru dans le *Libertaire*. C'est bien en vertu de la loi de 1881 sur la presse que notre ami est poursuivi. Eh bien ! il est établi par des circulaires et confirmé par la tradition que pour les délits de parole, d'écrits, de manifestations ayant un caractère politique, les peines y correspondant seront subies à un régime spécial appliquée aux détenus de cette catégorie. Il faut ajouter aussi, pour être exact, qu'il est d'usage de faire entrer dans ladite catégorie même les délits de grève. Alors, pourquoi refuse-t-on à Dulac le régime auquel il a droit ? Jusqu'à ce jour, on n'a nullement motivé ce refus. Par trois fois E. Dulac s'est adressé au ministre : on n'a pas même donné un accusé de réception. Il a vu le directeur de la *Santé* et a insisté pour qu'on lui octroie son droit. Le directeur lui a répondu qu'il allait de nouveau aviser l'administration centrale. Le silence méprisant est la seule réponse qui ait été faite. Que reste-t-il à faire à notre camarade ?

Jusqu'à ce jour, nous avons usé de toute notre influence sur notre jeune ami pour l'empêcher de prendre des solutions dangereuses pour sa santé et pourtant pour sa famille. Il nous a écoutés. Mais à la lecture de la dernière lettre que nous venons de recevoir de lui, nous sentons que la montée de révolte le gagne en face de l'injustice qui persiste, et nous sentons qu'il ne nous sera plus possible de le dissuader de prendre un résultat extrême pour obtenir le traitement auquel il a droit.

E. Dulac a une mère, une sœur et un frère qui viennent au bureau de rédaction prendre des nouvelles intéressantes l'être cher. Nous nous efforçons de les consoler, mais leur douleur mêlée d'appréhension est tellement profonde, ils ont si peur qu'un malheur arrive à leur parent accusé à une résolution désespérée, que leur état fait peine à voir. — Pourquoi mon fils, pourquoi notre frère n'a-t-il pas le traitement qui

merité ? Il n'a rien fait de mal pour nous, commis aucune méchanceté, porté tort à qui que ce soit... Ah ! et si un malheur arrive — car nous le connaissons, le pauvre petit — qui en sera responsable ?

Les misérables gredins qui nous gouvernent, brave mère et affectueux enfants... Mais ce monstrueux passe-droit ne peut se continuer : il faut protester, crier dans tous les mœufs populaires, dans toutes les conférences, etc.

Pourquoi la presse en général est-elle si molle et laisse faire, et ne blâme pas la violation d'un droit acquis pour tous les combattants d'une cause, d'une idée, quelle qu'en soit la nuance ? Seraient-ce que E. Dulac est peu connu dans le monde de la presse et que, par ce fait, il est traité en quantité négligeable ? S'il en était ainsi, ce serait maladroit d'abord et malhonnête ensuite. Maladroit parce que cette coupable indifférence crée un précédent qui pourrait bien un jour être invoqué pour légitimer de nouvelles canicularies ; malhonnête parce que c'est l'écrasement dans le silence d'un modeste garçon faisant bravement face aux responsabilités encourues pour la défense des principes qu'il croit justes.

Si nous mettions autant d'insistance à faire obtenir à E. Dulac le régime auquel il a droit, ce n'est pas seulement pour que notre ami soit traité avec plus d'égards, — ce qui est pourtant quelque chose, — mais c'est surtout pour ne pas que soit violé en sa personne le droit au régime politique pour tous ceux qui sont victimes des persécutions du pouvoir, quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses.

Il va de soi que nous ne devons pas moins protester à propos des cheminots et autres grévistes ainsi que pour le « camelot du Roi » Lacour, détenus de droit commun, au mépris de tous les précédents.

Atrocités Militaires

Je relatais l'autre jour le triste suicide du cavalier Merveille, dégoûté de l'existence par les persécutions des grévistes.

Il y a ceux qui, désespérés, se tuent. Il y a ceux que l'on tue. Les victimes se succèdent, hélas, sans interruption.

Et ce n'est pas que « chez nous » que de pareilles choses arrivent ; partout où sévit l'institution militaire, partout aussi elle produit les mêmes épouvantables résultats.

A des journaux qui rapportaient l'affreuse mort du légionnaire Weisrock, abandonné aux fauves par des chefs barbares, un journal d'Alsace, le *Nouvelles* répondait sous le titre significatif : « On ne tue pas qu'à la Légion :

Un acte de brutalité inouï qui s'est passé à bord d'un des torpilleurs de la flotte, vient d'avoir son épilogue devant le conseil de guerre maritime. Le 28 juin dernier, à l'issue de la manœuvre, le sous-officier machiniste Wroschke, du torpilleur D-7, ordonna au jeune soldat Brand d'entrer dans la chambre de chauffe pour la nettoyer. On venait d'éteindre les feux et la chaleur était intense. Suffoquée, n'y tenant plus, Brand demanda bientôt la permission de sortir ; mais Wroschke la lui refusa. Puis pénétrant lui-même dans la chaufferie, il s'arma d'un câble dont il frappa le malheureux, et l'enferma après avoir défendu aux matelots présents de lui donner le verre d'eau qu'il sollicitait.

À bout de quelques temps, Brand fut tiré évanoui. « Attendez, nous allons le réveiller, ce c...-là », déclara la brute, et il sema à le frapper de plus belle, à coups de poing et avec l'extrémité du câble, non sans l'avoir inondé d'eau. Il ordonna alors aux matelots de le soulever et de le laisser tomber à terre. Ce qui fut fait à différentes reprises. Puis un second sous-officier, Grünewald, accouru aux appels de son collègue. Et après deux heures de vains efforts pour le ranimer, on jugea bon d'appeler un médecin d'un navire voisin, Brand, qui n'avait pas repris connaissance, fut aussitôt conduit à l'infirmerie, où il mourut le lendemain matin.

Dans tous les pays du monde, France, Allemagne, Brésil ou autres, le militarisme produit les mêmes abominables effets.

Le militarisme ne peut apporter que des atrocités. Tantôt ce sont les tueries patriotiques, ou des massacres de révoltés au profit de la Haute Finance. Tantôt ce sont les férocités perpétrées plus ou moins réglementairement par des gardes désireux de sauvegarder à tout prix la discipline, condition des obéissances criminelles.

On n'en finira avec ces abominations qu'en anéantissant le militarisme lui-même, sous toutes ses formes — et du coup l'ignoble société dont il est le défenseur.

A bas le militarisme ! A bas les armées !

P.

Conte pour Noël

JEAN - PIERRE

Ce soir-là, comme tous les autres soirs, Jean-Pierre était monté à son étroit grenier, avait fait réchauffer sa soupe, et après l'avoir mangée, se préparait à se mettre au lit. Mais à ce moment — était-ce à cause de la fête nocturne qu'il sentait commencer par toute la ville ? — se mansade lui parut plus sordide qu'à l'ordinaire ; aussi, le vieux préféra sortir pour se mêler à la foule et prendre sa part de la joie commune.

Jean-Pierre avançait à pas lents, tenant d'une jambe sur l'autre, comme s'il portait encore de lourds fardeaux. C'était un vieux maçon à qui l'on n'eût pu donner d'âge tant il était usé, avachi par le travail. L'homme, du reste, menait une vie misérable ; trop vieux pour grimper sur les échafaudages, il bâchait maintenant de droite et de gauche.

Ah ! ce n'était plus le fier ouvrier d'autrefois. Autrefois... en avait-il vu planter des drapeaux, sur le faîte des maisons ! et de quel orgueil ému il vous disait : « Une maison qu'on a bâtie, voyez-vous, ça fait rudement plaisir à regarder ; ça vous fait comme un enfant plus grand et plus riche que vous ; vous le sentez bien à vous, et c'est comme un étranger : il est trop beau... » Aujourd'hui, le vieux gîte dans un galat... demain... qui peut dire où il ira lorsqu'il sera encore plus las, plus impotent...

Jean-Pierre éprouve des joies d'enfant à regarder passants et étalages. C'est Noël. Une femme aux bras embarrassés de paquets le bouscule un peu, puis s'excuse gentiment. Portant la main à son nez taché de plâtre : « Y a pas d'offense », dit le vieux. La femme s'éloigne ; d'entre ses paquets émergent les quatre pattes d'un grand cheval de bois. D'autres dames passent, pareillement chargées de provisions et de jouets. Des gens balancent au bout de leurs doigts des sacs blancs entourés de rubans roses ou bleu-tendre. Quelques jeunes filles le croisent en fredonnant ; puis d'autres, d'autres encore. Et tous pressent le pas dans la hâte d'atteindre le logis tiède et joyeux. Lui n'a pas besoin d'aller vite ; personne ne l'attend ; il ne peut qu'essayer de réchauffer son cœur à la joie qui rayonne dans les yeux des autres.

A l'angle d'une rue, des gens s'arrêtent nombreux devant une boutique brillamment éclairée. Des ampoules électriques de toutes couleurs jettent des flammes aveuglantes, d'une attirance irrésistible. Les badauds se présentent, se bousculent, les uns se frayant à grand peine un passage pour sortir du groupe, les autres s'avancant jusqu'à toucher du nez la vitrine. Et sans savoir comment, refoulé d'ici, poussé de là, Jean-Pierre se trouve au premier rang.

L'objet de toutes ces convoitises est une oie énorme, bouffie de graisse, marbrée de taches noires qui sont des truffes ; de savantes pyramides de pâtes à la croute mordorée l'entourent ; une avalanche de lumières tombe sur tout cela, mettant sur les visages des reflets verts, jaunes, bleutés ou roses. Des exclamations s'entrecroisent. Les femmes supputent le prix de la volaille. Les hommes plaisent. Une voix de gavroche, pointue et gouailleuse domine le brouhaha : « Mince, c'est pas du manger d'ouvriers. » Le mot jette un froid ; les physionomies se rembrunissent. Quelqu'un ajoute que cette exhibition, à l'angle d'un faubourg populeux est scandaleuse : Y en a que pour les riches. — La richesse des uns est faite de la pauvreté des autres. — Ce sale charcutier n'a pas de conscience. — Ça, c'est pour faire la nique aux crève-la-faim.

Les répliques se multiplient. Jean-Pierre les écoute avec quelque étonnement ; il n'a jamais réfléchi beaucoup ; malgré ses larges épaules et ses mains énormes, c'est un timide et un humble ; il a toujours vu des pauvres et des riches et ne conçoit pas qu'il en puisse aller autrement. S'il a dit parfois, en hochant la tête : « Tout de même, y a des gens qui en ont de trop », il lui sem-

blait nécessaire qu'il y eût des hommes pour commander, d'autres pour servir ; et voilà tout d'un coup que ces idées solidement tassées par les ans se troublent dans sa tête. Il est mal à son aise ; suffoquant sous les poussées de ses voisins, il lui semble qu'il a très chaud ; puis très froid.

Son dîner était bien maigre... la vue de ces plantureuses victuailles lui fait un vide dans la poitrine... Une buée monte à ses yeux...

Et soudain, Jean-Pierre se sent devenir léger, léger, au point de s'envoler sans effort dans l'espace et dans le temps. Bien des siècles ont dû passer, et il lui semble qu'il a dû mourir et renaître plusieurs fois... Des gens, comme au soir de Noël de son autre existence, vont affaires et joyeux.

L'étrange fête ! Au lieu du désœuvrement général, chacun paraît accomplir une tâche choisie ; tous vont et viennent avec allégresse, comme des abeilles qui voltètent d'une fleur à l'autre dans l'éclatante lumière d'été, puis rapportent à la ruche commune le fruit délicieux de leur aimable labeur.

Et Jean-Pierre, toujours chenu, mais léger, oh ! si léger de cœur et d'esprit, se voit bientôt transporté dans une ruche humaine immense où, sous de hautes cerrières versicolores, s'élèvent de belles palmes et de grands arbres chargés de fruits ; des fleurs à profusion s'élancent en gerbes ou retombent en grappes odorantes et de suaves musiques sourdissent de toutes parts. Comme soulevé par ces harmonies de couleurs, de parfums et de sons, il avance parmi des groupes accueillants, fraternels, pleins d'attentions exquises pour les vieillards pareils à lui. Les vieillards... ils sont nombreux ici, et tous participent aux agapes somptueuses du lieu, avec ces yeux droits et ce front haut qui dénotent l'accoutumance à ces choses prodigieuses, comme s'il s'agissait de l'usage, ancien déjà, d'un droit sacré.

Oui, c'est bien cela... c'est bien cela. Jean-Pierre n'en peut douter maintenant. Il est entré, par quel miracle ? dans une merveilleuse cité d'amour et de paix où c'est fête pour tous, chaque jour de l'année. Une Noël perpétuelle règne à présent sur la terre ; il n'y a plus de déshérités, plus de parias, plus de vieillards abandonnés ; une allégresse et un bien-être inouï s'expriment dans les yeux et dans les gestes de tous...

Ah ! c'en est trop... c'est beaucoup trop d'un coup... Est-ce cela, ou bien les fleurs qui, par myriades, exhalent des parfums envirants ; est-ce la musique aux accents trop suaves et pénétrants, ou encore la caresse de tous ces regards si aimants et si bons autour de lui... Jean-Pierre ne sait plus, mais il lui semble qu'il défaille à présent sous l'afflux de tant de sensations si douces à son cœur de vieux réprouvé. Il lui semble...

Mais voici qu'un heurt le réveille à demi et que, chu aux pieds des badauds — oh ! bien contemporains, ceux-là — des exclamations s'élèvent autour de la pauvre vieille loque qu'il fait, là, sur le trottoir, devant la resplendissante boutique :

— Aie ! — Flûte ! — Et alors ? Qu'est-ce qui lui prend à celui-là ? — Un soulaud, parbleu ! — Puis une voix plus perçante que les autres :

— Ben, mon cochon, t'es pas en retard pour te saouler la gueule en l'honneur du petit Jésus !

Renée Dorient.

Pour le Libertaire

Souscription permanente

(10^e Liste)

Ravizza, 0 25 ; Girardi, 0 25 ; Dubois, 0 20 ; Michel, 0 20 ; Dubardier, 0 20 ; Burel, 0 20 ; Guignard, 0 20 ; Ménard, 0 25 ; Radis, 0 25 ; Baux, 0 25 ; Miguel, 0 20 ; Poucet, 0 25 ; Unepain, 0 25 ; Barre, 0 25 ; Raoul, 0 25 ; Délepine, 0 25 ; Manchemain, 0 25 ; Desplas, 0 25 ; Bourreau, 0 20 ; Boumat, 0 20 ; Margueron, 0 50 ; Fermon, 0 15. — Total, 3 fr. 20. — Collecte faite par Lanoff, 1 fr. 70 ; G. R. 2 fr. ; Verga, 1 fr. ; Souscription par Girard.

sur un chantier où l'on ne pense pas qu'au boulot, 10 fr. ; Garnier, 2 fr. ; F. Pascal, Beaversdale (Etats-Unis), 1 fr. ; Dubar Louis, 0 25 ; F. Hoste, 0 25 ; Fourdrinier (collecte), 0 65 ; B. Sobias, 0 50.

(La souscription insérée dans le dernier numéro portant le n° 5 et suivie de la lettre B, est du camarade Bouvialat).

Ravizza, 0 20 ; Deux antimilitaristes, 0 20 ; Un ouvrier, 0 10 ; Un libertaire, 0 10 ; Pinot, 0 20 ; Coulon, 0 20 ; Patat, 0 20 ; Glouneau, 0 20 ; Catimat, 0 20 ; Moreau, 0 20 ; Joublé, 0 20 ; Lever, 0 15 ; Servois, 0 20 ; Opérion, 0 20 ; Rummillard, 0 30 ; Brut, 0 15 ; Milhaud,

APRÈS DURAND, TORTON

Décidément, la Seine-Inférieure marche bien.

À l'avarie, accusé de complicité morale, Durand, secrétaire du Syndicat des charbonniers, est condamné à mort par un jury de bourgeois imbéciles.

Quelles preuves avait-on contre ce militant ? Aucune, même pas un témoignage de la police havraise ; il a fallu que la Compagnie transatlantique achète la conscience de quelques pauvres malheureux pour qu'ils viennent à la barre de bafouilleurs témoins à charge.

A la Bourse du travail de Rouen, était comme secrétaire un militant franchement révolutionnaire, qui, en maintes occasions, avait dit hautement ce qu'il pensait des politiciens au pouvoir.

Ce militant, c'est Torton.

Ainsi qu'il en est malheureusement dans beaucoup de villes, la Bourse du travail de Rouen est subventionnée par la municipalité. Or, M. Leblond, maire, avait mis en demeure l'Union des Syndicats de mettre à la porte son secrétaire, le camarade Torton.

Les syndicats ne voulant pas céder à l'injonction du maire et ce dernier tenant absolument à ce que Torton disparaît, on essaye à l'heure actuelle de le rendre responsable d'excitation à la désertion.

T.

Un soldat, Burgat, rencontré dans un jardin public de Rouen par un inconnu, aurait été amené à la Bourse et là, on lui aurait conseillé de déserter. Les camarades de la jeunesse syndicaliste et quelques terrassiers lui auraient fourni la somme nécessaire pour son voyage.

Bientôt Burgat, regrettant son acte de désertion, se constitue prisonnier et déclare que c'est sur les conseils de différents militants de la Bourse, et en particulier du secrétaire, qu'il a agi.

Comme bien on pense, l'occasion est bonne pour se débarrasser de Torton, et le voilà illégitime dans cette histoire.

Améné devant le juge d'instruction et sachant d'avance le sort qui lui serait réservé, Torton s'est empressé de mettre entre la police et lui une frontière.

La magistrature, devant la fuite de sa proie, fait maintenant retomber sa colère sur un jeune homme de dix-sept ans, Damerville. Chose scandaleuse, c'est la mère de ce jeune homme dont on a voulu faire l'accusatrice de son fils. Voici comment :

Le chef de la sûreté de Rouen fait pénétrer l'inconscient soldat Burgat dans l'appartement de la mère de Damerville, tandis que lui se cache dans l'escalier.

En entrant, Burgat demande à Mme Damerville si elle le reconnaît et si elle peut lui procurer les brochures antimilitaristes de son fils.

La brave femme, ne se doutant de rien, dit se souvenir, en effet, l'avoir vu à sa table avec son fils ; quant aux brochures, elle déclare n'en pas connaître l'existence chez elle.

Aussitôt Mathieu pénètre à son tour et annonce à la pauvre vieille qu'elle vient de fournir la preuve que son enfant a connu le soldat Burgat et que Damerville va être arrêté comme antimilitariste.

Il faut renoncer à qualifier de tels procédés. Ils sont dignes de nos gouvernements et du régime républicain que nous subissons.

Un Rouennais.

PERQUISITIONS BURLESQUES

Nos camarades du Pioupiou de l'Yonne sont une nouvelle fois poursuivis, un dessin antimilitariste paru dans ce journal ayant eu le don de déplaire en « haut lieu », une perquisition a eu lieu chez le dessinateur Delannoy, au propriétaire du délit.

On ne dit pas que les magistrats aient suivi comme « pièces à conviction » les crayons et les fusains de l'artiste.

C'aurait pourtant été la digne conclusion de cette perquisition grotesque.

VILENES GUESDISTES

Au guesdiste « Socialisme » on recommande à employer les plus beaux procédés du temps de Villeneuve-Saint-Georges.

Tandis que les uns s'efforcent à décréter la menace de grève générale jetée par la C.G.T. pour sauver les condamnés de Rouen, d'autres bavent sur les militants anarchistes et révolutionnaires.

C'est bien le moment, quand les principaux rédacteurs de la Guerre Sociale sont en prison, quand le gérant du Librairie, poursuivi pour les articles publiés pendant la grève, subit l'ignoble droit commun, et que les meilleurs des cheminots partagent le même sort.

Guesde peut être fier de ses disciples !

POUR LE REPOS HEBDOMADAIRE

Tandis que le Syndicat des Employés stigmatisait — avec le concours de certains députés socialistes — la crue ordonnance de Lépine pour le sabotage du repos hebdomadaire, les 18 et 25 décembre, la dite Humanité faisait savoir, en une copieuse réclame, que certains grands magasins au titre maritime, seraient ouverts à ces dates.

Etait-ce une discrète invite à l'« action directe » ?

PAUVRE MARINE !

Bordeaux, 20 décembre. — A la suite d'actes de sabotage commis à bord du croiseur Vergniaud une plainte a été déposée.

Les fils d'énergie électrique auraient été coupés par des individus encore inconnus.

Nous croyons

Le Roman de "L'Action Française"

Nul n'ignore, sans doute, que le parti royaliste en France est déchiré, comme tous les partis politiques, par de violentes querelles intestines. La lutte actuelle, que l'on peut suivre dans les colonnes de *L'Action Française*, entre les rédacteurs les plus en vue de ce journal et les membres du bureau politique du duc d'Orléans, est très curieuse ; si elle semble mettre simplement en cause quelques personnalités du monde royaliste, elle cache, en réalité, des tendances absolument antagoniques que les rédacteurs de *L'Action Française* ne parraissent pas discerner fort nettement. Mais la balance ne semble pas pencher du côté de l'A. F., car, ce matin même (jeudi), on peut lire, en première page, une déclaration de rupture entre le duc d'Orléans et lesdits rédacteurs.

J'en aurais certes pas songé à me mêler ce débat, me contentant de le suivre de loin, si, dans le numéro de dimanche, ne se trouvait une lettre dans laquelle je suis accusé, d'une façon d'ailleurs équivoque, d'avoir fait passer un article au *Libertaire*, sous ma signature, article écrit, ou tout au moins inspiré par *l'Accord Social*, en vue de

Or, il faut savoir que *l'Accord Social*, dirigé par un certain Bacconnier, est le journal adverse de l'A. F. et, en ce moment en faveur auprès du duc d'Orléans. Il faut savoir aussi qu'à *l'Accord Social* se trouve un ancien anarchiste que beaucoup de camarades ont connu autrefois : j'ai nommé Georges Paul.

C'est dans une lettre que publie l'A. F., datée du 18 août 1910 et signée de neuf témoins, que se trouve l'accusation. Sur ces neuf témoins, je constate d'abord qu'il n'y en a que deux qui affirment avoir été témoins du fait suivant :

... (Ils) avaient eu connaissance de l'article du *Libertaire* longtemps avant cette date (le 2 janvier 1910), c'est-à-dire avant même son impression. M. Y... l'avait lu et commenté, simple manuscrit, devant MM. Bacconnier, Delest et Larroque dans le local même de *l'Accord Social*. Il l'avait lu comme étant de lui et ce n'est qu'au vu de M. Bacconnier et aidé de ses conseils littéraires ou autres qu'il le fit insérer dans le *Libertaire*. En outre, M. Delobel, surveillant dans une salle de *l'Accord Social*, avait saisi un mot très significatif appartenant au texte même de l'article : la camétole royale » non encore paru. M. Y... avait précisé à M. Bacconnier devant MM. Delest et Larroque le nom du signataire de son article... Plusieurs d'entre nous connaissaient d'ailleurs les relations d'amitié qui existaient entre M. Y... et ce dernier.

Comme on peut s'en rendre compte, cet Y... désigne Georges Paul, avec qui, il est vrai, j'étais depuis plusieurs années en relation d'amitié. Ce n'était un mystère pour personne. Souvent, même après son entrée à l'A. S., j'avais eu avec lui de longues discussions. Il espérait me convertir au royalisme, mais l'A. S. m'était trop profondément antipathique. De *l'Action Française* ou de *l'Accord Social*, j'aurais préféré le premier groupe, qui était original et intéressant ; mais sur un point, fondamental à mon sens, je ne pouvais admettre ses théories qui versaient dans l'utopie : *l'Accord Social*, au contraire, était plus réel, plus « pratique », trop « pratique » ; c'était un groupement composé de gredins qui faisaient de la démagogie afin d'arriver tôt ou tard au pouvoir. Cela je ne le cachais pas à G. Paul. Nul doute, lui disais-je, que le duc d'Orléans, qui est très borné et se moque fort de la réorganisation de la société française, et qui veut seulement remonter sur le trône de ses aïeux, nul doute qu'il ne suive une politique plus conforme aux mœurs démocratiques et parlementaires, avec lesquelles il a quelque chance d'arriver ! Je vois aujourd'hui que je ne me trompais pas.

Mais du côté de l'A. F., un groupe m'irritait ; c'étaient les dirigeants des camelots du Roi. Les camelots du Roi constituaient un groupement composé de jeunes gens, pour la plupart de famille aisée, et très naïfs ; à leur tête, dans toutes les manifestations tapageuses qu'ils organisaient au quartier Latin, se trouvaient un certain nombre de personnages peu recommandables, venus de tous les points de l'horizon politique, et qui n'avaient pu se faire une situation dans les divers milieux où ils avaient séjourné, s'étaient précipités là, espérant tirer quelque profit de leur opposition. Grâce à leur expérience des milieux politiques et à leur manque de scrupules, ils réussirent à s'imposer. C'est contre eux que j'écrivis cet article sur « La Camétole royale », dont le titre, qui étonna si fort le sieur Delobel, courut le quartier.

Sans doute, les renseignements que j'ai donnés ne sont pas tirés de ma seule imagination ; il a bien fallu que je les trouve quelque part, et *l'Action Française* reconnaît que « ... les incidents étaient contés, en dépit d'un système de déformation ridicule, avec une justesse de composition et d'arrangement qui ne

pouvait être due au hasard et qui dénotait un afflux régulier d'informations très précises. »

Voilà qui est net ; ce que j'ai dit sur la Camétole royale est exact, et *l'Action Française*, qui veut réorganiser la société moderne et rétablir les traditions d'ordre, d'honneur et de loyalisme, ne ferait pas mal d'épurer ses propres troupes.

Mais ce n'est un mystère pour personne que tous ces renseignements couvraient le quartier Latin et ailleurs. L'A. F. ne dit-elle pas : « Nous savons par d'autres auditeurs, que M. X... ne cessait de répéter là et ailleurs ses indiscrétions, ses cancan, ses lâches calomnies. Tout le monde les entendait et les répétait... »

J'ai mis un X à la place du nom de la personne visée par l'A. F., que je ne connais pas plus que M. Bacconnier ; cela n'a aucune importance. L'aveu seul manque, ne se trouvait une lettre dans laquelle je suis accusé, d'une façon d'ailleurs équivoque, d'avoir fait passer un article au *Libertaire*, sous ma signature, article écrit, ou tout au moins inspiré par *l'Accord Social*, en vue de

Il faut savoir que *l'Accord Social*, dirigé par un certain Bacconnier, est le journal adverse de l'A. F. et, en ce moment en faveur auprès du duc d'Orléans. Il faut savoir aussi qu'à *l'Accord Social* se trouve un ancien anarchiste que beaucoup de camarades ont connu autrefois : j'ai nommé Georges Paul.

C'est dans une lettre que publie l'A. F., datée du 18 août 1910 et signée de neuf témoins, que se trouve l'accusation. Sur ces neuf témoins, je constate d'abord qu'il n'y en a que deux qui affirment avoir été témoins du fait suivant :

... (Ils) avaient eu connaissance de l'article du *Libertaire* longtemps avant cette date (le 2 janvier 1910), c'est-à-dire avant même son impression. M. Y... l'avait lu et commenté, simple manuscrit, devant MM. Bacconnier, Delest et Larroque dans le local même de *l'Accord Social*. Il l'avait lu comme étant de lui et ce n'est qu'au vu de M. Bacconnier et aidé de ses conseils littéraires ou autres qu'il le fit insérer dans le *Libertaire*. En outre, M. Delobel, surveillant dans une salle de *l'Accord Social*, avait saisi un mot très significatif appartenant au texte même de l'article : la camétole royale » non encore paru. M. Y... avait précisé à M. Bacconnier devant MM. Delest et Larroque le nom du signataire de son article... Plusieurs d'entre nous connaissaient d'ailleurs les relations d'amitié qui existaient entre M. Y... et ce dernier.

Il est impossible de reconnaître Thellier dans la photo (?) du *Journal* ; en effet c'était un homme propre et soigné de sa personne, et la pseudo-photo le représente avec une tête de brute, le col échantré. Et quelle légèreté de la part de l'A. F. d'ajouter foi à ces élucubrations. La polémique qui dure depuis une dizaine de jours foisonne de potins et de cancan. Ces messieurs ont échafaudé un vrai roman-feuilleton sur de simples vraisemblances. Comme ce sont avant tout des intellectuels, ils n'ont pas eu de peine à bâtrir une construction de belle apparence, où tout est bien systématisé, bien ordonné... mais dont les matériaux n'offrent aucune solidité.

Enfin et surtout, ce sont des conspirateurs, lesquels, par conséquent, voient, partout des conspirations dirigées contre eux, et c'est quelque peu ridicule, car leur échec s'explique par des raisons politiques très claires et il était irréel d'en chercher des causes romanesques et mystérieuses.

H. Lantz.

**

L'article que j'écrivis la semaine dernière était arrivé trop tard pour être inséré, je profitai de l'occasion pour y ajouter une note.

Dans *l'Action Française* du lundi 19 décembre, on peut lire cette extraordinaire déclaration d'un des signataires de la lettre publiée dimanche passé : « On comprendra que M. J. Delest n'ait pu, à la date du 10 avril 1910, accuser M. Bacconnier d'être l'inspirateur de ces articles, car il manquait les preuves testimoniales qu'il a possédées depuis. »

Ainsi ce Delest, qui s'était donné comme l'un des deux témoins de la prétendue lecture de mon article n'était pas encore bien sûr au mois d'avril 1910, c'est-à-dire plus de six mois après, de l'avoir réellement entendu lire !

Mais voilà qui est plus piquant :

Il ne fut donné aucune suite à cette accusation formelle. Beaucoup plus tard nous avons, mes amis et moi, rédigé et signé cette même accusation afin de permettre à *l'Action Française*, attaquée par les moyens que l'on sait, de démasquer les machinations du directeur de *l'Accord Social*.

« Je rappelle que notre lettre accusatrice du 18 août 1910 portait la signature de neuf témoins. »

On le voit, le procédé est très simple et à la portée de tout le monde ; si vous manquez de preuves pour accuser vos adversaires, réunissez-vous à quelques-uns et signez une déclaration collective, cela constituera une preuve écrasante, et ils n'auront plus le droit de protester sans se faire traiter de menteurs.

Enfin, sur l'honnêteté de ces messieurs de l'A. S., je cueille aujourd'hui mardi cette appréciation de Ch. Maurras :

« Dès que notre journal multiplia notre influence politique, tous les aigres, tous les dépités, tous les jaloux, tous les envieux réfugièrent leur cabale dans les bureaux de *l'Accord Social*, et c'est là aussi que refusa la mauvaise humeur des Comités officiels voyant monter autour d'eux dans Paris, une armée royaliste qui ne pouvait guère les tenir pour ses grands chefs puisqu'elles les ignorait de toute son âme. D'où murmures, plaintes, fureurs. Bacconnier vivait là-dedans... »

Les neuf signataires de la lettre en

question étaient membres de *l'Accord Social* et vivaient aussi là-dedans.

Mainenant, sans doute, ces messieurs sont, aux yeux de Maurras, de parfaits honnêtes gens !

H. L.

GRAND MEETING de Protestation contre la condamnation à mort de DURAND Samedi 24 décembre, à 8 h. 12, salle Perot, 20, rue Ordener.

Orateurs inscrits :

BODECHON, de la section révolutionnaire de 18^e; DOUVAU, de la Jeunesse libertaire; BEAULIEU, de la Fédération communiste; CONSTANT, de la voiture; CHARBONNIER, des plombiers-couvreurs. Entrée : 0 fr. 20 pour couvrir les frais.

Presse Infecte

Le *Journal* du 2 décembre publie une photographie de l'allumettier Jules Thellier et une note tendancieuse sur lui. Quel est le crime de cet ouvrier ? D'après l'organe de la rue de Richelieu, Thellier aurait assassiné une dame Aubry ; deux balles de revolver, l'une dans le ventre, la deuxième dans la tête, auraient occasionné la mort de cette femme. La victime, avant de mourir, aurait dénoncé son meurtrier. Or, premier mensonge, le cadavre ne fut découvert que longtemps après le crime ; je ne saisis pas qu'une morte ait jamais dénoncé son meurtrier ; il est vrai que la victime s'occupait de spiritisme, ce qui peut donner à penser que l'esprit de la femme Aubry soit allé visiter celui du rédacteur du *Journal* ; mais où l'esprit du journaliste en mal d'élucubrations fait défaut c'est quand, quelques lignes plus loin, il dit que la victime n'eut pas le temps d'indiquer la cause du crime. Le deuxième mensonge de l'illuminé reporter se trouve dans les lignes qui suivent, où il raconte que Thellier, réfugié à Amiens, se trouvant appréhendé par un agent, il le tua net. Or le « fic » Faucquier mourut quelques jours après, non des suites de la blessure qu'il reçut en procédant à l'arrestation, mais de l'opération qu'il subit.

Il est impossible de reconnaître Thellier dans la photo (?) du *Journal* ; en effet c'était un homme propre et soigné de sa personne, et la pseudo-photo le représente avec une tête de brute, le col échantré. Et quelle légèreté de la part de l'A. F. d'ajouter foi à ces élucubrations. La polémique qui dure depuis une dizaine de jours foisonne de potins et de cancan. Ces messieurs ont échafaudé un vrai roman-feuilleton sur de simples vraisemblances. Comme ce sont avant tout des intellectuels, ils n'ont pas eu de peine à bâtrir une construction de belle apparence, où tout est bien systématisé, bien ordonné... mais dont les matériaux n'offrent aucune solidité.

Enfin et surtout, ce sont des conspirateurs, lesquels, par conséquent, voient, partout des conspirations dirigées contre eux, et c'est quelque peu ridicule, car leur échec s'explique par des raisons politiques très claires et il était irréel d'en chercher des causes romanesques et mystérieuses.

H. Lantz.

**

L'article que j'écrivis la semaine dernière était arrivé trop tard pour être inséré, je profitai de l'occasion pour y ajouter une note.

Dans *l'Action Française* du lundi 19 décembre, on peut lire cette extraordinaire déclaration d'un des signataires de la lettre publiée dimanche passé : « On comprendra que M. J. Delest n'ait pu, à la date du 10 avril 1910, accuser M. Bacconnier d'être l'inspirateur de ces articles, car il manquait les preuves testimoniales qu'il a possédées depuis. »

Ainsi ce Delest, qui s'était donné comme l'un des deux témoins de la prétendue lecture de mon article n'était pas encore bien sûr au mois d'avril 1910, c'est-à-dire plus de six mois après, de l'avoir réellement entendu lire !

Mais voilà qui est plus piquant :

Il ne fut donné aucune suite à cette accusation formelle. Beaucoup plus tard nous avons, mes amis et moi, rédigé et signé cette même accusation afin de permettre à *l'Action Française*, attaquée par les moyens que l'on sait, de démasquer les machinations du directeur de *l'Accord Social*.

« Je rappelle que notre lettre accusatrice du 18 août 1910 portait la signature de neuf témoins. »

On le voit, le procédé est très simple et à la portée de tout le monde ; si vous manquez de preuves pour accuser vos adversaires, réunissez-vous à quelques-uns et signez une déclaration collective, cela constituera une preuve écrasante, et ils n'auront plus le droit de protester sans se faire traiter de menteurs.

Enfin, sur l'honnêteté de ces messieurs de l'A. S., je cueille aujourd'hui mardi cette appréciation de Ch. Maurras :

« Dès que notre journal multiplia notre influence politique, tous les aigres, tous les dépités, tous les jaloux, tous les envieux réfugièrent leur cabale dans les bureaux de *l'Accord Social*, et c'est là aussi que refusa la mauvaise humeur des Comités officiels voyant monter autour d'eux dans Paris, une armée royaliste qui ne pouvait guère les tenir pour ses grands chefs puisqu'elles les ignorait de toute son âme. D'où murmures, plaintes, fureurs. Bacconnier vivait là-dedans... »

Les neuf signataires de la lettre en

question étaient membres de *l'Accord Social* et vivaient aussi là-dedans.

Mainenant, sans doute, ces messieurs sont, aux yeux de Maurras, de parfaits honnêtes gens !

LE TOLSTOÏSME

peut pas cependant souffrir éternellement. Que nous faut-il faire ?

« Désagréablement impressionné, je m'éloignai », raconte Tolstoï.

Cette attitude équivoque qui traduit une si navrante défaillance de la volonté en un moment aussi tragique ne doit pas nous étonner outre mesure. Elle résulte logiquement de l'enseignement néo-chrétien donné par le moraliste qui vient de mourir, dans les dernières années de sa vie. Par là, sa malaisance est démontrée. Le malaise que l'on éprouve à considérer une œuvre si complexe, si étrange, si contradictoire,

« J'éprouve une si belle admiration pour le génie descriptif de ce grand écrivain, pour la hauteur et la noblesse de ses idées, pour la claire et triomphante logique de ses arguments contre l'Etat, que je ne voudrais à aucun prix exprimer la gêne morale que j'éprouve en constatant la situation oblique dans laquelle les circonstances de la famille et du milieu ont placé Tolstoï. Il conseille directement, avec véhémence, à tous ses lecteurs, de refuser le service militaire et tous autres moyens d'oppression ; mais, s'il est cordonnier et paysan, il est comte aussi, et il proteste contre les lois et conseille aux autres de ne pas leur obéir, il s'y conforme lui-même ; ou du moins, s'il ne paie pas ses impôts, il accepte qu'on les lui paye. Il y a quelque chose qui ne me paraît pas clair et qui m'empêche de me prononcer sur la doctrine. »

Tolstoï s'apparente à Jean-Jacques Rousseau, avec lequel il a de nombreux points de contact, bien qu'ils diffèrent totalement quant à la conception politique. Ils furent tous deux des religieux ; l'un et l'autre crurent à la bonté naturelle de l'homme, dévoyée par le milieu social ; ils eurent également de commun une conception mystique de la vérité ; en outre, les idées pédagogiques du vieux reclus de Yasnaia-Poliana (excellentes, d'ailleurs) sont en partie inspirées de l'*Emile*.

Sur la fin de ses jours, Tolstoï poussa l'incompréhension de Shakespeare jusqu'à lui dénier tout talent et eut la folie de condamner les plus belles de ses propres œuvres, telles que *Guerre et Paix*, *Anna Karénine*, etc. Du temps de sa jeunesse, l'auteur de la *Sonate à Kreutzer* fut un vivant et un débauché ; c'est sans doute pourquois, vers le soir de sa vie, il fit montre d'une répulsion aussi violente que stupide à l'endroit des relations sexuelles ; sans les condamner nettement, il laisse entendre que la chasteté absolue est préférable à l'union conjugale.

Certes, il faut aller de la base au sommet, du simple au composé, de l'unité à la somme, de l'individu à la société. Mais pendant que nous exposons sauvagement et logiquement les grands problèmes humains, les événements historiques suivent leur cours et des catastrophes viennent nous rappeler de temps à autre que les forces d'oppression politiques et d'exploitation économique sévissent toujours et qu'il faut les vaincre avant de songer à la grande halte de l'humanité sous les ombrages de la Théâtre future.

C'est ce que n'a voulu pas comprendre Tolstoï. Répondre à la violence par la violence, c'est l'éterniser, affirme-t-il avec obstination. Lui opposer un verset de l'Évangile ne la perpétue pas moins, a écrit dans ce journal même qu'avec plusieurs camarades et par curiosité, j'assisstais à une de ses expériences, voulant faire tourner une table, et ne pouvant y parvenir implorer l'esprit de Jeanne d'Arc et celui de Louise Michel, ce qui montre bien qu'il eut l'heure de songer à la grande halte devant les faits. L'influence de Tolstoï — qui était immense — s'exerça contre la révolution russe, et c'est à lui — tout autant qu'aux millions de nos petits bourgeois français — qu'il doit le triomphe insolent du tsarisme.

Albert Hayard.</p

Un nouvel Azeff!

Le Comité Central du Parti Socialiste Révolutionnaire russe annonce que Ivan Kirchukine, membre de l'organisation de combat de ce parti, un matelot, qui fut condamné à mort à la suite de l'insurrection sur le cuirassé *Otschakow* et dont la peine fut commuée en celle des travaux forcés à perpétuité, ce Kirchukine qui s'évada du bagne en 1907 et fut arrêté une seconde fois à Moscou en 1908, et qui, ensuite, s'évada une seconde fois de prison, est un *mouchard-provocateur*.

Azeff lui aussi avait été membre de cette organisation de combat. Après son exécution morale par les révolutionnaires, cette dernière fut complètement refondue et reconstruite. Cette fois encore, elle sera obligée de recommencer le travail le plus pénible et le plus délicat, à cause de ce nouveau mouchard.

D'après les renseignements que nous avons pu avoir de nos amis russes, qui ont été mêlés de très près à cette nouvelle affaire Azeff, l'organisation de combat où était Kirchukine devait, dans quelques jours d'ici, quitter un des pays d'Europe pour continuer en Russie la lutte terroriste adoptée par le dernier congrès du Parti Socialiste-Révolutionnaire.

Fort heureusement, on a pu découvrir ce mouchard-provocateur avant le départ, car une fois la frontière russe passée, nos amis les plus courageux et les plus dévoués à la cause révolutionnaire seraient tombés dans les griffes de la Bête Rouge de Tsarkoïe-Selo.

Et pourtant M. Stolypine a déclaré hautement à la Douma que le gouvernement n'a pas à son service des provocateurs. Cette déclaration était confirmée par les saligauds de la bande noire et de la Douma. La presse européenne s'estue, satisfait de pouvoir réhabiliter le tsar dans l'opinion publique qui se montre très hostile après les révélations de Mechanikof, faites par l'intermédiaire de Bourstoff et de Bakaf.

Qu'est-ce qu'elle dira maintenant cette presse ?... Oh ! sans doute, ce nouveau mouchard n'a pas eu le temps d'accomplir une œuvre de la proportion de celle d'un Azeff. Mais il a commencé par où a commencé ce dernier...

Peut-être aurons-nous bientôt le bonheur d'annoncer que le mouchard Kirchukine a expié sa trahison la plus basse, la plus immonde de toutes, si toutefois il y a des degrés dans la trahison.

Bonne chance, amis de l'organisation du combat !

Waso Chrocheli.

L'Agitation

SEINE-ET-OISE

Besogne antiparlementaire

Si nous voulons garder les sympathies et le bénéfice que nous avons tirés de la campagne antiparlementaire et être prêts à recommencer avec plus de succès aux

10 francs.

Chronique théâtrale

AU THEATRE ANTOINE : *La Femme et le Pantin*

Pierre Louys est un auteur goûte des lettres et ses romans ont ceci de particulier qu'ils ne contiennent ni crime passionnel, ni adultère ni policier professionnel ou amateur.

De son *Aphrodite* Louis de Grammont tira un drame musical dont Camille Erlanger fut le compositeur; cette œuvre obtint un légitime succès. Les mœurs sentimentales et bêtises de Puccini (*La Vie de Bohème* et *Madame Butterfly*) ouvrages préférés de Marguerite Carré seront tombés dans l'oubli — avec leur créatrice — que Chrysé et Démetrius auront encore des admirateurs.

À l'heure d'Antoine, direction Gémier, l'auteur du *Roi Pausole* aura moins de chance; cela est dû à la collaboration de Pierre Frondaï. Je le crois, celui-ci a d'ailleurs une pièce, *Montmartre*, jouée au Vaudeville, où le conventionnel, le déjà vu est semé à profusion.

Le roman *La Femme et le Pantin* n'est pas une œuvre sociale, mais strictement littéraire : Concha Perez se rit de l'amour de Don Mateo Diaz, exaspère le pauvre pantin par ses dédains et ses rebuffades, jusqu'au jour où, fou de colère, l'homme frappe, frappe encore la petite danseuse espagnole qui, devant la supériorité physique du mâle, se donne volontairement à lui. Pierre Louys, en écrivant ce roman, aurait pu tomber dans l'obscurité ou dans le ridicule, sa Concha Perez aurait pu ressembler à quelque pauvre hâtive des boulevards extérieurs; mais Pierre Louys est plus qu'un littérateur, il est un poète; après nous avoir décrir la Grèce dans *Aphrodite*, il nous montre aujourd'hui l'Espagne, ses rues, ses maisons de danses, ses bouges sous un jour clair, avec des couleurs vives, en phrases harmonieuses. Pas de couteaux, pas de sang; la comme dans ses autres ouvrages, les seules blessures sont celles du désir contrarié, et l'amour chaste y est décrit supérieurement.

Emile Guichard.

Le meilleur moyen pour assurer l'existence du « Libertaire », c'est de lui faire des abonnements.

prochaines élections, nous ne devons pas laisser les partis politiques exploiter cyniquement au profit de leur action votante, tous les crimes gouvernementaux et capitalistes.

Nous devons profiter de l'agitation menée en faveur de la liberté des vivres, des insatnités juridiques, ou de tout autre fait social pour passer ces faits au cri de la raison en contradiction avec les arrivistes et les intérêts de la politique.

Les copains de Seine-et-Oise mettent ces moyens en pratique et ont de bons résultats.

Une réunion organisée par le P. S. U. pour soi-disant protester contre la condamnation de Durand fut donnée à Pavillons-sous-Bois samedi dernier avec, comme orateur, le fameux Dejante — 15.000 du XX^e — celui-là même qui, par des moyens à la Briand, empêche toute contradiction des copains dans ses réunions pendant les dernières élections. Le surs nommé se trouva en face de contradicteurs énergiques qui l'ont rappelé à plus de pudeur, lui faisant remarquer que la réunion avait été organisée pour sauver la tête d'un copain et non pas pour vanter l'action électorale et débiter les antiparlementaires. 300 auditeurs écoutèrent malgré les protestations intenses, des déclarations nettement anarchistes et antiparlementaires.

Le lendemain, les mêmes copains, en l'absence d'Yvelot, de Péricat et Lapierre, annoncés au meeting de Livry pour la même protestation, firent entendre la parole anarchiste à un auditoire de plus de 200 syndiqués et trouvèrent à ce meeting les camarades Gibault, Clairet, Juville, des organisations syndicales de Seine-et-Oise pour faire chorus avec eux et réclamer le définitif coup de bâton aux politiciens de syndicat. Pour donner une idée aux copains de ce qu'étaient aux syndicats les politiciens de la contre, nous dirons que la réunion était présidée par un socialiste et que le secrétaire était un radical, lesquels se refusèrent à accepter la responsabilité d'un ordre du jour, en conformité avec les déclarations et les mesures énergiques prises à cette réunion.

Les syndiqués présents surent traiter comme ils le méritaient tous les louches intéressées de la politique et déclarent vouloir constituer une nouvelle Union intersyndicale où tout individu ayant un fil politique à la pate sera impitoyablement écarté. Il faut donc constituer un bureau pour remplacer les fousards, à l'exception du copain Mignaton, qui déclara prendre la responsabilité des déclarations ; enfin l'ordre du jour suivant fut adopté aux cris de : « Vive l'action directe, à bas les politiciens ! »

Les camarades présents à la réunion de protestation organisée par l'Union intersyndicale de Livry, après avoir entendu les déclarations des camarades Majot, Gibault, Rimbaut, Juville et Clairet, décidèrent de répondre aux provocations gouvernementales par la violence, le sabotage et l'ilégalité, pour dégager des griffes de la magistrature bourgeois les copains militants dont l'existence est en danger pour avoir eu le courage d'attaquer le régime de paresse, de vol et d'injustice qui opprime la classe ouvrière. Signé : Mignaton, Rimbaut, Clairet. »

Il faut ajouter pour les copains qui ne croient pas aux résolutions prises en réunion publique que la contre en question a un parquet et un commissaire de police mobilisés à propos d'actes criminels (sic) commis sur la voie ferrée, les lignes télégraphiques et même la propriété ! (resic). Une quête faite au profit de Durand a produit 10 francs.

Communications

Le samedi 24 décembre à 8 h. à du soir, salle d'Aubervilliers à Pantin.

Causerie sur la Coopération, paiement des 1/10 d'action à la Coopérative en formation. Appel à tous les antiparlementaires en vue de l'organisation d'un meeting.

MOUY

Samedi, salle Depersin, à 8 h. à réunion habituelle des copains du groupe d'études sociales.

1^{re} Organisation d'une soirée, donnée par le camarade Ch. d'Avray, le samedi 31 décembre.

2^{re} Continuation de la lecture concernant la grève des cheminots.

Les lecteurs de la G. S. et du *Libertaire* sont invités à venir grossir nos rangs.

PONTOISE

Groupe d'études sociales. — Réunion du groupe du 24 décembre à 8 h. à siège social, salle Clärésy, 17, rue de l'Hôtel-de-Ville. Causerie par un camarade.

ANGERS

Groupe d'éducation sociale, 21 bis, rue Barre, — Un groupe d'études vient de se constituer ayant pour but d'intensifier la propagande par tous les moyens à sa disposition : Conférences, journal lecteur, brochure, tract, etc. Une prochaine réunion aura lieu le mardi 27 décembre, à 8 heures du soir, café Guillet-Gardais, faubourg Saint-Michel. Un pressant appel est fait à tous les lecteurs du *Libertaire*, de la *Guerre Sociale* et des *Temps Nouveaux* pour assister à cette réunion. Causerie par un camarade.

ANICHE

Les lecteurs de la *Guerre Sociale* et du *Libertaire* sont instamment priés d'assister à la réunion qui aura lieu dimanche 25 décembre, à 4 heures précises, au café Roubaixien, 79, rue Delhay.

Causerie par un camarade. Sujet : « Nécessité du néo-malthusianisme ».

GRAND CROIX

Les camarades de Grand-Croix et environs, dévoués et partisans de la reconstitution du groupe de propagande libertaire et révolutionnaire, sont priés d'assister à la réunion qui aura lieu le dimanche 26 décembre, à 8 heures du matin.

Intensification de la propagande ainsi que la propagation de nos journaux pour répondre aux répressions gouvernementales.

GRENOBLE

Groupe d'études sociales. — Tous les jeudis à 8 heures et demie du soir, café Chopard, rue Chenoise, salle du premier, causerie entre camarades.

Un pressant appel est fait pour que tous les camarades assistent aux réunions.

HENIN-LIETARD

Samedi 24 décembre, chez le camarade Ferdinand Constant, rue de Douai, causerie par un camarade sur « La langue internationale d'Esperanto simplifiée ».

Tous les samedis, cours d'ido à 7 heures.

P.-S. — Le camarade F. Constant tient sa bibliothèque à la disposition des copains tous les jours, de 3 à 5 heures.

MARSEILLE

Comité de défense sociale. — Lundi 26 décembre, assemblée générale au nouveau local, 41 rue Thubaneau (bar la Chance).

Conférences. — Jeudi 29 courant, à 9 heures du soir, salle Isnard, plaine Saint-Michel, conférence publique et contradictoire, par Ernest Girault. Sujet : « Contre les irrégularités ; Un verdict de classe : Défendons les nôtres ».

Vendredi 30, même heure, même local, conférence de Girault. Sujet : « Les Bagnes militaires : A bas Biribi ! »

Entrée : 0 fr. 30 pour couvrir les frais.

NICE

Groupe d'études sociales et de propagande. — Dimanche 25 courant, à 4 heures et demie du soir, café Palace, 26, rue de Dijon (gare du Sud), réunion des camarades. Causerie par un camarade sur : « Comment je conçois la société future ».

TROYES

Groupe d'études sociales. — Réunion des camarades le jeudi 29 décembre, à 8 heures et demie, salle Guiller, 32, rue Thiers. Sujet : Questions diverses, communication à propos du local. Urgence.

LILLE

Groupe d'Education et d'Action révolutionnaire. — 22, rue des Augustins. — Vendredi 23 décembre, à 8 heures et demie, causerie par Bertlam sur : « La lutte de classes ».

NICE

Conférence. Notre camarade E. Girault étant en tournée de conférences dans l'arrondissement d'Arles, les copains de Saint-Rémy annoncent pour samedi 34 décembre, à 8 heures et demie précises du soir, salle du Théâtre Henri IV, une conférence publique et contradictoire par le camarade E. Girault, qui traitera le sujet : « Education et révolution ».

SAINT-REMY

Un camarade de Tourcoing désire trouver place de rattachement dans filature de laine. Ecrire à Knokkaert, 73, rue Saint-Blitz, à Tourcoing.

JOUJOU. — Pierre Kropotkin, 5, Onslow villa, Muswell Londres, E.

CONDÉ. — Paroles d'un révolté nous est revenu. Tenons à votre disposition.

CACHET. — Lettres pour tout au journal.

Petite Correspondance

Un camarade de Tourcoing désire trouver place de rattachement dans filature de laine. Ecrire à Knokkaert, 73, rue Saint-Blitz, à Tourcoing.

La Vie Ouvrière. Sommaire du numéro du 5 décembre 1910 : L'Affaire Durand, C. Géroms ; Après le Congrès socialiste de Milan, T. Masotti ; Les Polémiques de l'Humanité, I. P. M. ; Le Congrès patronal du bâtiment, A. Picart.

La Quinzaine Sociale : Les faits. — Note : W. Haywood (W.-F.).

Tous les camarades espérantistes doivent lire :

Internatio Socia Revue, revue mensuelle internationale rédigée par des camarades de tous les pays.

Abonnement : un an, 3 fr. 50 ; six mois, 2 francs.

Administration : 49, rue de Bretagne, Paris.

CHANSONS REVOLUTIONNAIRES

Les Renégats. — Les Juges. — Les Prêtres. — Vers la Révolution. — L'Avenir nouveau. — A Bas Biribi ! — Le soldat devant le Peuple. — Amour libre. — Vivons sans préjugés. — A Bas les gouvernements. — Révoltons-nous. — Pourquoi l'vod pas. — Pitié pour les grévistes ! — Les Pionniers. — L'Enfer Militaire, etc., etc..

Chaque chanson, 0 fr. 20 (par la poste, 0 fr. 25). S'adresser directement pour recevoir ses œuvres au chansonnier Lanoff, 114, rue Clignancourt, Paris (18^e).

LES MARTYRS DE CHICAGO (1887)

Une brochure, avec portraits de Spies, Ling, Fischer, Engel, Parsons, Fielden, Schwab et Neebe.

L'exemplaire, 5 centimes. Le cent, 3 fr. 50, francs.

L'imprimeur-gérant : Eugène PERONNET, 15, rue d'Orsel. — Paris.